GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1889 — ROMA — GIOVEDI' 16 MAGGIO — NUM. 117

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

Sua Maestà il Re ha ricevuto ieri alle ore 2 1|2 pomeridiane, in udienza solenne e col consueto cerimoniale, il signor Milano Pétronievitch per la presentazione delle lettere, colle quali S. M. il Re di Serbia lo accredita in qualità di Suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso questa Real Corte.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **6071** *(Serie 3a) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato del Regno e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione sarà data al trattato di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Grecia firmato a Roma il 1° aprile/20 marzo 1889 e le cui ratifiche vennero ivi scambiate in data d'oggi.

Art. 2.

Il Governo del Re ha facoltà, finchè non entri in vigore il trattato anzidetto, di applicare ai prodotti greci ed alla bandiera ellenica il trattamento della Nazione più favorita.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 aprile 1889.

UMBERTO.

CRISPI.
F. SEISMIT-DODA.
B. BRIN.
L. MICELI.

Visto, *Il Guardasigilli*: ZANARDELLI.

Traité de Commerce et de Navigation
Entre l'Italie et la Grèce

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi des Hellènes, animés du désir de faciliter et de développer les relations de commerce et de navigation entre les deux pays, ont résolu de conclure dans ce but un nouveau traité, et ont nommé à cet effet pour leur plénipotentiaires, savoir:

S. M. LE ROI D'ITALIE,

S. E. M. François Crispi, Député au Parlement national, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte Annonciade, Grand Croix décoré du Grand Cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Officier de l'Ordre militaire de Savoie, décoré de la medaille des Mille, Grand Croix de l'Ordre du Sauveur, etc., etc., Président du Conseil des Ministres, Son Ministre *ad interim* des affaires étrangères, et

S. M. LE ROI DES HELLÈNES,

M. Michel J. Papparigopoulo, Officier de l'Ordre Royal du Sauveur Grand Officier de la Couronne d'Italie, Commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon du Medjidié, etc., etc., Son Ministre Résident près S. M. le Roi d'Italie;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne e due forme sont convenus des articles suivants:

Art. 1.er

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation, entre les deux Hautes Parties contractantes.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre Partie, en matière de commerce, de navigation et d'industrie, ainsi que dans l'exercice de leurs professions et métiers, des mêmes droits, privilèges et faveurs quelconques qui sont ou seront accordés aux nationaux, ou aux sujets de l'Etat le plus favorisé et ne seront assujettis à aucune taxe, imposition, restriction ou charge générale ou locale, de quelque nature que ce soit, autre ou plus onéreuse que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux et les sujets de l'Etat le plus favorisé.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans

le territoire de l'autre Partie le même droit que les nationaux de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, de l'acquérir, et d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou d'autre manière, ainsi que d'hériter *ab intestat*, sans payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés que les nationaux.

Les Hellènes en Italie et les Italiens en Grèce seront exemptes de tout service militaire, aussi bien dans l'armée regulière et la marine, que dans la milice et la garde nationale.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toutes requisitions et prestations militaires, ainsi que des emprunts forcés et autres charges ou contributions, qui pourront être imposés pour les besoins de guerre ou par suite d'autres circonstances extraordinaires; seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien fond ou d'un bail, et les réquisitions et prestations militaires, auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Les sujets respectifs des deux Etats auront complète liberté, comme les nationaux, de vaquer à leurs affaires, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix, sans être tenus, pour cette raison, à payer une indemnité ou rétribution quelconque, soit à des individus, soit à des corporations privilégiées, qui ne serait pas due par les nationaux eux mêmes.

Art. 2.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les territoire de l'autre Partie, libre accès devant les tribunaux pour faire valoir et défendre leurs droits; ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les citoyens du pays, et pourront, comme ceux-ci, dans toute action judiciaire, se servir des avocats, fondés de pouvoir ou agents admis par les lois du pays.

Art. 3.

Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont ou seront constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'une des deux Hautes Parties contractantes, seront reconnues mutuellement de manière que ces sociétés et associations puissent exercer tous leurs droits et ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans les Etats de l'autre Partie, sans autre condition que de se conformer aux lois du pays.

Art. 4.

Les objets de toute nature importés dans les ports italiens, par des sujets ou par des navires hellènes, quelle que soit leur origine, et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni des plus forts droits d'entrée, et ne seront assuiettis à d'autres charges, que s'ils étaient importés par des sujets ou par des navires italiens.

Réciproquement les objets de toute nature importés dans les ports de la Grèce par des sujets ou par des navires italiens, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujettis à d'autres charges, que s'ils étaient importés par des sujets hellènes ou par des navires helléniques.

Les objets de toute nature quelconque exportés par navires helléniques, ou par navires italiens, des ports de l'un des deux Etats vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que les formalités ou les droits imposés à l'exportation par pavillon national.

Art. 5.

Il y aura réciproquement la même égalité de traitement pour le commerce de transit, et pour la réexportation, ainsi que pour les primes, facilités et remboursements de droits, qui sont ou pourront être accordés par la législation de l'un ou de l'autre pays; l'intention et la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que le même traitement soit réciproquement et strictement appliqué, à cet égard, aux nationaux des deux pays.

Art. 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exception à cette règle, que pour les monopoles d'Etat déjà existant, ou qui pourraient être établis à l'avenir.

Aucune des mesures prohibitives précitées ne pourra être établie par l'une des Hautes Parties contractantes, qui ne soit pas applicable, ou en même temps à toutes les nations, ou du moins dans les mêmes circonstances à d'autres nations aussi.

Le commerce des sujets respectifs ne subira aucune interruption, et ne pourra en aucune manière être atteint par le fait d'aucun contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat, à l'exception toutefois de ceux relatifs aux monopoles d'Etat, de manière à ce que les sujets de l'un des deux Etats aient dans l'autre faculté pleine et entière de vendre ou acheter partout où il leur plaira et en toutes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de ces contrats ou privilèges exclusifs.

Art. 7.

Le Gouvernement italien garantit, que dans aucun cas les produits de la Grèce ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront soumis les produits du pays, et vice-versa le Gouvernement hellénique garantit que dans aucun cas, les produits italiens ne seront assujettis par les administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront soumis les produits du pays.

Art. 8.

Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays dans l'autre, seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 9.

Les objets passibles d'un droit de douane, qui sont importés en Italie comme échantillons par des marchands, des industriels, des commis-voyageurs hellènes, ou en Grèce par des marchands, des industriels et des commis-voyageurs italiens, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires, pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Art. 10.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir au profit des Hellènes en Italie, et réciproquement au profit des Italiens en Grèce, une durée plus longue, que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique est du domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont également applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les Hellènes ne pourront revendiquer dans le Royaume d'Italie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et règlements sur cette matière, qui sont ou seront en vigueur en Italie.

Réciproquement, les sujets italiens ne pourront revendiquer, en Grèce, la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Grèce.

Art. 11.

Seront considérés comme navires helléniques ou italiens tous ceux qui doivent être reconnus navires helléniques d'après les lois du

Royaume de Grèce, ou navires italiens d'après les lois du Royaume d'Italie.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes, entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits, que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les bâtiments nationaux.

Relativement au cabotage, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les navires de chacune d'elles, tant à voiles qu'à vapeur, pourront exercer le commerce de cabotage entre tous les ports de l'autre, sans aucune exception, et sans payer d'autres ni plus forts droits que les navires nationaux.

Art. 12.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières et canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux Etats, aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments helléniques et les bâtiments italiens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 13.

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quai ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, et sont perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie dans les ports de l'un des deux pays aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également, et dans les mêmes conditions, imposés aux navires nationaux, l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant, qu'il n'existe dans leurs Etats, sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilége, ni aucune prérogative quelconque, favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre Partie contractante.

Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs de quelque part ou place qu'ils arrivent, et quel que soit leur destination à leur départ.

Art. 14.

Les capitaines et les patrons des bâtiments helléniques et italiens seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports de l'Italie et respectivements de la Grèce, aux expéditionnaires officiels.

Art. 15.

Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition : 1° les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ; 2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats, dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout, ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déja acquitté ces droits ; 3° le navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 16.

Tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits, que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si, cependant, le patron d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie des ses marchandises, pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes fit naufrage, échouât ou soffrit quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection, comme aux navires de sa propre nation, lui permettant, en cas de besoin, de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou hellénique dans le ressort duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu.

Les dits Consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Art. 17.

Les bâtiments de guerre de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront entrer, séjourner, se radouber dans ceux des ports de l'autre Partie dont l'accès est accordé aux bâtiments de guerre de la nation la plus favorisée, ils seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, priviléges et exemptions.

Art. 18.

Pour déterminer la capacité des bâtiments seront considérées suffisantes les patentes de jaugeage valables d'après la législation du pays auquel ils appartiennent, sauf la réduction des mesures, lorsqu'il s'agirait d'appliquer des droits de navigation ou de port.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent d'ailleurs à établir, par un accord ultérieur, un système de jaugeage uniforme pour les navires des deux Etats.

Art. 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre Partie immédiatement, sans condition, et par ce fait même, de toute faveur ou abaissement de droits d'entrée et de sortie, ainsi que de toute autre immunité ou concession, qu'elle a accordé ou qu'elle accordera à une tierce Puissance.

Art. 20.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications, et restera en vigueur pendant les dix années suivantes.

Dans le cas ou aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié douze mois avant l'exspiration de ce terme l'intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome le premier du mois d'avril/vingt du mois de mars de l'année mil huit cent quatre vingt neuf.

F. CRISPI. (L. S.) — M. PAPPARIGOPOULO (L. S.)

PROTOCOLE.

Au moment de procéder aujourd'hui à la signature du traité de commerce et de navigation entre l'Italie et la Grèce, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont déclaré ce qui suit:

Tous les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution du présent traité, ou les conséquences de l'infraction de quelqu'une de ses stipulations, devront être soumises, lorsque les moyens de les arranger directement par un accord amiable auront été épuisés, au jugement de Commissions arbitrales, et le résultat d'un tel arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Les membres des dites Commissions seront choisis par les deux Parties contractantes d'un commun accord; en défaut de quoi, chacune des Parties nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres ainsi nommés en nommeront un autre de leur choix.

La procédure arbitrale sera, dans chaque cas spécial, determinée par les Parties contractantes; en défaut de quoi, la Commission arbitrale aura èlle-même la faculé de la déterminer préalablement.

Les soussignés Plenipotentiaires sont convenus que le présent Protocole sera soumis aux deux Hautes Parties contractantes en même temps que le traité, et que lorsque le traité sera ratifié, les accords contenus dans le Protocole seront aussi également considérés comme approuvés, sans besoin d'une ratification formelle ultérieure.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, le premier d'avril/vingt de mars de l'année mil huit cent quatre vingt neuf.

F. CRISPI. (L. S.) — M. PAPPARIGOPOULO (L. S.)

IL MINISTRO di Agricoltura, Industria e Commercio

Visto l'art. 4 del testo unico delle leggi intese ad impedire la diffusione della filossera, approvato con R. decreto del 4 marzo 1888, N. 5252 (Serie 3ª);

Visto il decreto ministeriale in data 8 marzo 1888, col quale sono regolati i divieti d'esportazione dei vegetali dai comuni infetti o sospetti di infezione fillosserica;

Ritenuto che il comune di Dellanova, in provincia di Reggio Calabria, è fortemente sospetto di essere invaso dalla fillossera;

Decreta:

Articolo unico. — Le norme contenute nel decreto 8 marzo 1888 relative all'esportazione di talune materie appartenenti alle categorie indicate alle lettere *a*, *b*, *c*, del testo unico delle leggi antifillosseriche, approvato con Regio decreto 4 marzo 1888, N. 5252 (Serie 3ª), sono estese al comune di Dellanova, in provincia di Reggio Calabria.

Il prefetto della provincia di Reggio Calabria è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Bollettino di notizie agrarie e nel Bollettino degli atti ufficiali della Prefettura e comunicato ai delegati per la ricerca della fillossera nella provincia perchè cooperino alla sua osservanza.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 13 maggio 1889.

Il Ministro: L. MICELI.

MINISTERO DEL TESORO

Notificazione.

Depositi provvisori per concorrere ad aste pubbliche o licitazioni private interessanti lo Stato.

30 aprile 1889.

Vennero rivolte al Ministero del Tesoro interpellanze in ordine ai valori che possono essere offerti, oltre al numerario, a titolo di deposito provvisorio presso le Tesorerie provinciali del Regno per concorrere ad aste pubbliche, o licitazioni private interessanti la Amministrazione dello Stato.

Volendosi evitare che per diversità di apprezzamenti siano dalle Tesorerie opposti ostacoli al pronto ricevimento di quei depositi, in difetto dei quali i concorrenti possono essere distolti dalle gare che sono di pubblico interesse, questo Ministero, confermando le speciali disposizioni, di cui alle normali 26 novembre 1874, N. 206, e 14 marzo 1885, n. 33 (Bollettino del Tesoro 1883 e 1885) e con richiamo al titolo XII, capo I, delle istruzioni generali sul servizio del Tesoro del 18 luglio 1888, dichiara quanto segue:

I depositi provvisori che si fanno nelle Tesorerie del Regno per concorrere ad aste pubbliche, od a licitazioni private indette nell'interesse dell'Amministrazione dello Stato, possono essere costituiti:

a) da somme in moneta metallica, od in biglietti di Stato o di Banche di emissione, accettati nelle pubbliche Casse come denaro;

b) da titoli al portatore di rendita del consolidati 5 e 3 per cento, e di tutti gli altri debiti dello Stato, di cui all'elenco allegato *A*;

c) da obbligazioni ferroviarie 3 per cento al portatore, create in virtù della legge 27 aprile 1885, N. 3048, le quali, sebbene emesse in nome delle Società esercenti le reti ferroviarie Mediterranea, Adriatica e Sicula, sono pagate con fondi all'uopo stanziati nei bilanci dello Stato, e già sono ammesse nei depositi provvisori che sono fatti per adire ad incanti per l'aggiudicazione di costruzioni riguardanti ferrovie complementari.

Per i titoli di cui sopra ad *b* e *c*, i quali dalle rispettive Amministrazioni appaltanti devono essere calcolati per il loro valore effettivo a corso di borsa, rimane ferma l'osservanza da parte dei tesorieri del disposto dall'articolo 619 del vigente regolamento di contabilità generale circa il rilascio delle quietanze di deposito per il corrispondente capitale nominale ragguagliato al ventuplo della rendita.

ALLEGATO A.

Elenco dei titoli di debiti pubblici dello Stato, che oltre alle cartelle al portatore dei consolidati 5 e 3 per cento, possono riceversi nei depositi provvisori per concorso ad aste pubbliche od a licitazioni private indette nell'interesse dello Stato.

Obbligazioni del prestito Anglo-Sardo 1851 (5 %).
Id. della ferrovia Maremmana 1860-61 (5 %).
Id. del prestito Rothschild 1857 (5 %).
Id. del prestito Cattolico 1860-64 (5 %).
Id. del prestito Blount 1866 (5 %).
Id. dell'Asse ecclesiastico 1870 (5 %).
Id. della ferrovia di Novara (5 %).
Id. della ferrovia di Cuneo (5 e 3 %).
Id. della ferrovia Vittorio Emanuele (3 %).
Id. della ferrovia Torino Savona-Acqui (3 %).
Id. della ferrovia Genova-Voltri (5 %).
Id. dei Canali demaniali - Canale Cavour (6 %).
Id. della ferrovia Udine-Pontebba (5 %).
Id. pei lavori del Tevere (5 %).
Id. delle ferrovie Livornesi (3 %).
Id. delle ferrovie Lucca-Pistoia (3 %).
Id. della ferrovia Centrale Toscana (5 %).
Id. della ferrovia Asciano-Grosseto (5 %).
Id. comuni delle ferrovie Romane (3 %).

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì 15 Maggio 1889.

Presidenza del Presidente FARINI.

La seduta è aperta alle ore 3,10.

CORSI L., segretario, legge il verbale dell'ultima seduta, che è approvato.

Comunicasi un sunto di petizioni ed un elenco di omaggi.

Accordasi un congedo ai senatori Podestà, Arcieri e Cerruti.

Il senatore Verga C. si scusa di non potere intervenire alle sedute del Senato per motivi di salute.

Commemorazione.

PRESIDENTE annunzia la morte del senatore barone Nicolò Turrisi-Colonna commemorandone le singolari virtù e rammentando i molteplici servigi da lui resi alla causa della libertà e dell'unità nazionale.

CRISPI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, associasi in nome del Governo al rammarico espresso dal presidente per la morte del senatore barone Turrisi-Colonna ed agli elogi fatti alle di lui virtù.

Presentazione di progetti di legge.

CRISPI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, presenta i seguenti progetti di legge:

Autorizzazione alla provincia di Modena per eccedere colla sovraimposta la media del triennio 1884-85 86;

Autorizzazione ai comuni di Tagliacozzo, Bisegno ed altri per eccedere la media triennale 1884-85-86 della sovraimposta per più esercizi;

Autorizzazione ai comuni di Montegrosso d'Asti, Gramalero ed altri, nonchè a varie frazioni di comune per eccedere con la sovraimposta ai tributi diretti per l'esercizio 1889 la media del triennio 1884-85-86 o il limite legale;

Trattato di commercio fra l'Italia e la Grecia del 1° aprile 1889.

Per questo ultimo progetto, scadendo domani il termine utile alla rinnovazione del trattato, chiede che esso sia dichiarato d'urgenza e deferito all'esame della Commissione permanente di finanza.

SEISMIT-DODA, ministro delle finanze, presenta i due seguenti progetti di legge:

Convalidazione dei decreti reali numeri 5084 (17 novembre 1887), 5116 (18 dicembre 1887), 5675 (27 agosto 1888) e approvazione di vari provvedimenti riguardanti il servizio delle gabelle con facoltà al Governo di pubblicare il testo unico della legge doganale;

Modificazione dell'art. 3° della legge 1° marzo 1886, N. 3682, sulla scala delle mappe catastali.

PRESIDENTE dà atto della presentazione dei vari progetti di legge.

Per quello relativo al trattato di commercio fra l'Italia e la Grecia si determina che la Commissione permanente di finanza ne riferirà di urgenza in modo che il Senato possa domani deliberare intorno al medesimo.

La seduta è levata alle 3 e 40.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì 15 Maggio 1889.

Presidenza del presidente BIANCHERI.

La seduta comincia alle ore 2,20.

DI SAN GIUSEPPE, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri, che è approvato.

Seguito della discussione del disegno di legge per requisizione di quadrupedi.

PELLOUX, relatore, dà ragione della seguente modificazione che la Commissione propone all'art. 6, tenuto conto delle osservazioni e proposte fatte ieri dall'onorevole Sciacca Della Scala e da altri.

« In sostituzione dei due primi capoversi:

« I comuni saranno responsabili della regolare tenuta del registro di cui all'art. 3, e risponderanno dei danni derivanti dall'inadempimento degli obblighi ad essi imposti dalla presente legge, salvo rivalsa contro coloro che vi avranno dato causa.

« Il 3° capoverso identico al disegno di legge ministeriale:

« Per la verifica, ecc. »

SCIACCA DELLA SCALA si associa perfettamente alla proposta fatta dalla Commissione, e ritira il suo emendamento.

POZZOLINI raccomanda vivamente la esatta tenuta dei registri, sotto la assidua vigilanza del prefetto.

TROMPEO propone che si semplifichi la dizione dell'articolo, togliendo la parola « risponderanno ».

PELLOUX, relatore, e BERTOLÈ-VIALE, ministro della guerra, consentono.

(L'art. 6 è approvato, e si approva anche l'art. 9 con modificazioni di forma, e con la soppressione del capoverso 3°).

Votazione a scrutinio segreto di questo e degli altri due disegni di legge ieri approvati.

DI SAN GIUSEPPE, segretario fa la chiama.

PRESIDENTE. Si lasceranno aperte le urne.

FINALI, ministro dei lavori pubblici, propone che la interpellanza dell'onorevole Lovito, annunziata ieri, sia inscritta nell'ordine del giorno di sabato prossimo.

LOVITO acconsente.

(Così rimane stabilito).

Discussione del bilancio d'agricoltura, industria e commercio.

ZUCCONI, ritenendo necessario che il Governo non rimanga sordo alle generali lamentazioni sulle condizioni dell'agricoltura, senza suggerire rimedii diretti, addita alcune difficoltà che il Governo potrebbe rimuovere per sovvenire a quelle misere condizioni.

Esorta pertanto il ministro a promuovere per via di legge la compilazione di regolamenti comunali per la manutenzione delle strade vicinali ed a riformare la legge forestale, rettificando la zona ed il perimetro cui si estende il vincolo, costituendo Comitati forestali per modo da conseguire l'uniformità della loro giurisprudenza, e rendendo efficace il servizio delle guardie forestali.

Combatte poi l'indirizzo seguito dalla Commissione del bilancio, dichiarando di credere poco o nulla all'utilità delle piccole economie racimolate in uno o in altro capitolo, le quali soltanto servono a perturbare i pubblici servizi. Potrebbero essere utili grandi economie; ma queste, conseguenza di sostanziali mutamenti in un dato indirizzo amministrativo, non sono per ora possibili. Cita, a sostegno della sua tesi, le piccole economie introdotte dalla Commissione nei varii capitoli, e specialmente in quelli che hanno tratto all'insegnamento agrario di cui nota l'importanza, ma che converrebbe riformare nel senso di renderne l'ordinamento più pratico, più razionale, e più efficace.

Conclude raccomandando al ministro di provvedere all'insegnamento industriale e professionale, e di tener conto delle sue proposte nell'interesse del paese. (Approvazioni).

GIAMPIETRO esordisce notando la grande importanza del Ministero d'agricoltura e commercio che dovrebbe presiedere all'economia nazionale, ed augurandosi che nel Parlamento, gli economisti, gli industriali, gli agricoltori, rappresentino col tempo non una minoranza insignificante come oggi, ma la maggioranza.

Il problema economico s'impone: ma non sarà risoluto mai, se il Governo non si deciderà, intendendo le supreme necessità del paese, a studiarlo nei suoi aspetti molteplici. Esamina lo stato della ricchezza nazionale che dice essere minore, relativamente alla popolazione, a quella d'ogni altro Stato d'Europa; lo stato del credito; e quello della produzione, per indurne che conviene abbandonare le teorie del libero cambio le quali, per essere bene applicate, presuppongono una eguaglianza nella potenzialità produttiva dei paesi che intendono di adottarle.

Ne crede che occorra modificare la legislazione attuale, per stabilire un equo sistema di protezione, non però limitato alla sola industria agricola.

L'oratore lamenta che sia stato trascurato il problema della potenzialità produttiva del paese e che tutti gli sforzi del Governo siansi limitati a chiedere tutto all'imposta: e si augura che i reggitori della cosa pubblica si persuadano che i popoli progrediscono quando studiano meno, discutano meno, e operano di più.

Parla lungamente del modo di proteggere le varie industrie, e particolarmente quella del carbon fossile che potrebbe svolgersi in Italia, ove si abbandonassero vieti pregiudizi combattuti vittoriosamente dalla scienza, con grandissimo vantaggio anche dell'industria siderurgica.

Occorre però che la protezione sia equamente distribuita su tutti, e non costituisca un privilegio come si è fatto per parecchi casi: che i provvedimenti legislativi siano, a differenza dei tentativi passati, inspirati dalle condizioni vere delle cose: che le iniziative private abbiano il concorso dello Stato quando rispondano ai progressi della

industria, nè succeda come a Terni dove, per mancanza di alti forni, si debba importare la ghisa dall'estero.

Fa pure rilevare quanti incagli provengono dalla soverchia complicazione della burocrazia: in America in pochi mesi si fa la concessione di una strada e la si costruisce; in Italia alle volte, dopo dieci anni di studio, non si può arrivare ad ottenere la concessione di una strada o di una ferrovia.

Confida nel patriottismo dell'onorevole ministro perchè siano eliminati tutti gli inconvenienti, che ha enumerati. (Vive approvazioni — Parecchi deputati vanno a stringere la mano all'oratore).

Chiusura delle votazioni.

PRESIDENTE dichiara chiuse le votazioni ed invita gli onorevoli segretari a numerare i voti.

Continuazione della discussione sul bilancio di agricoltura.

PLEBANO. Il suo scopo è molto modesto, è quello di curare che anche in questo bilancio si facciano le maggiori economie possibili.

Comincia col rilevare il soverchio spreco di sussidi che si fa nel bilancio di agricoltura e commercio, e questi sussidi pur troppo non giovano in nessun modo al miglioramento dell'agricoltura, nè della industria, nè del commercio.

L'onorevole Colombo, relatore di questo bilancio, ha potuto ottenere sullo stesso delle economie per 121,000; ora mentre il Governo ha concesso queste economie è segno che le poteva concedere, ed allora perchè non le ha proposte prima?

Si ferma poi sulla nuova pianta organica, che si vuole istituire per ufficio di Statistica.

Questa nuova pianta organica si dice sorgente di economia, ma lo sarà di dispendio. Poichè, una volta allargata la pianta ed entrati in organico gli attuali straordinari, entreranno poi dei nuovi straordinari, per i quali si allargherà nuovamente la pianta.

Respingerà quindi questa nuova pianta organica, perchè mentre si parla tanto di restringere la burocrazia non si può consentire che essa sia allargata.

VOLLARO parla sulle scuole d'agricoltura. Osserva che in Italia ci è troppo scienza di agricoltura e troppo poca pratica. Bisognerebbe che le scuole fossero meno e gli esercizi pratici di più, e questa riforma si può fare senza aggravare il bilancio.

Viene poi al servizio idraulico, e rammenta i danni che dalla mancanza di acqua o dalle acque mal regolate provengono nell'Italia meridionale.

Domanda perchè il Ministero non cura che si facciano consorzi idraulici obbligatori, che costruiscano le opere necessarie ad impedire le inondazioni in inverno e la siccità in estate.

Viene poi all'applicazione della legge forestale e dice che tutti i danni che ha deplorati come causati dalle acque provengono dal diboscamento.

Nessun mezzo può impedire il diboscamento o iniziare il rimboschimento, se non si obbligano, anche in questo caso, i privati ad istituire dei consorzi obbligatori.

Crede in questo caso necessario l'intervento dello Stato e confida che il patriottismo dell'onorevole ministro di agricoltura saprà provvedere a tanto danno. (Approvazioni).

Viene ora a trattare la materia del credito pubblico. Deplora che in questo argomento invece di sottomettere gli Istituti di credito alla legge, si cerca di adattare la legge ai bisogni ed alle pretese degli Istituti.

Ricorda il disegno di legge già presentato nel 1887 per il riordinamento degli Istituti di emissione, e le diverse opinioni che si manifestarono nella Commissione parlamentare, che ebbe ad esaminarlo.

Enumera i vantaggi che vengono alle Banche dalla facoltà che hanno per legge di emettere una somma di biglietti tripla del capitale, e domanda se questa facoltà debba anche per l'avvenire essere concessa a titolo gratuito.

Egli è partigiano di un sistema misto secondo il quale lo Stato emette e le Banche fanno circolare; e di questo sistema dimostra i grandi beneficii.

Dimanda al ministro se non sarebbe conveniente di adottare, in qualche parte, il sistema americano; dando, contro deposito di consolidato, anche a privati una corrispondente somma di biglietti di Banca.

Confida che il Governo saprà presentare un disegno di legge che risolva l'arduo problema.

PRESIDENTE comunica il risultato delle votazioni a scrutinio segreto:

Leva di terra sui nati nel 1869.

Favorevoli	181
Contrari	22

Requisizione dei quadrupedi pel servizio del Regio esercito.

Favorevoli	165
Contrari	38

Impianto di uno stabilimento sanitario nel porto di Genova.

Favorevoli	166
Contrari	37

(La Camera approva).

Si svolgono interrogazioni dei deputati Colombo, Campi, Maffi e Ferraris.

PRESIDENTE comunica la seguente domanda d'interrogazione dell'on. Colombo:

« Il sottoscritto chiede di interrogare l'onorevole ministro dell'interno sui recenti disordini avvenuti nel circondario di Gallarate ».

Sullo stesso argomento gli onorevoli Campi, Bianchi e Borromeo hanno presentato questa interpellanza:

« I sottoscritti chiedono di interpellare l'onorevole ministro dell'interno intorno ai disordini seguiti in Casarezzo, Arluno ed altri comuni del circondario di Gallarate ».

CRISPI, presidente del Consiglio, sarebbe pronto a rispondere subito, se si trattasse di interrogazioni, e non fosse stata presentata una interpellanza.

CAMPI converte la sua interpellanza in interrogazione.

COLOMBO svolge la sua interrogazione ed espone i fatti gravi che avvennero sabato scorso in Casarezzo e che poi si riprodussero in altri comuni nel giorno successivo.

Di questo stato di cose i proprietari sono impensieriti, e qualunque sia lo stato della questione tra contadini e proprietari, è giusto biasimare la violenza, e rivolgersi al Governo perchè provveda a farla cessare.

Desidera conoscere come il ministro dell'interno apprezzi questi fatti e come intenda provvedere. Egli teme che il Governo non si preoccupi abbastanza della gravità di questo stato di cose.

CAMPI svolge la sua interrogazione, e fa notare come ora non si tratti di altro che di tutelare l'ordine pubblico. Confida che il Governo farà dichiarazioni che assicurino i pacifici cittadini.

CRISPI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, comincia dal rettificare alcuni apprezzamenti esposti dall'onorevole Colombo per quel che riguarda i fatti di Como. Quanto ai fatti ai quali le interrogazioni si riferiscono, egli dimostra come il Governo seppe subito reprimere i disordini, i quali del resto furono molto esagerati dai giornali. Riduce il fatto alle nuove sue vere proporzioni.

I contadini si dolgono del sistema dei fitti e degli scarsi salari; ma se anche queste doglianze fossero legittime non basterebbero a giustificare le violenze.

Il Governo del resto ha fatto il debito suo; e di più non potrebbe fare se non si ricorresse a leggi eccezionali, ed egli non crede che l'onorevole Colombo vorrebbe ricorrere a provvedimenti così estremi.

Confida che simili violenze non potranno rinnovarsi. Fa osservare come certe associazioni si facciano promotrici di disordini, ma le leggi non dànno al Governo grandi mezzi per agire. In ogni modo qualche cosa si può fare ed il Governo studierà e metterà l'opera sua anche perchè cessino le ragioni di malcontento dei contadini. (Approvazioni).

COLOMBO, per fatto personale, ammette che a Como non ebbero a deplorarsi violenze, ma è convinto che anche i fatti di Como potevano essere preveduti ed impediti.

CRISPI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, insiste nell'affermare che il Governo non poteva fare di più di quel che ha fatto, nè a Como, nè ora per i fatti recenti. (Approvazioni).

PRESIDENTE annunzia che sul medesimo argomento sono pervenute due interrogazioni. Una dell'onorevole Maffi, che è la seguente:

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro degli interni sugli scioperi di Arluno e comuni limitrofi ».

L'altra dell'onorevole Maggiorino Ferraris è di questo tenore:

« Il sottoscritto chiede interrogare gli onorevoli ministri dell'interno e dell'agricoltura sui rapporti tra proprietari ed agricoltori in alcuni circondari della Lombardia ».

CRISPI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, ha già risposto e non ha più nulla da dire.

MAFFI ritira la sua interrogazione, però ad alcune parole dell'onorevole Campi risponde, che anche egli condanna le violenze; ma non repressioni violenti egli invoca dal Governo.

Vorrebbe che maggiore umanità si dimostrasse ai contadini.

CAMPI, per fatto personale, si rallegra delle dichiarazioni dell'onorevole Maffi, ma gli fa osservare che la violenza non è possibile reprimere che con la forza.

FERRARIS MAGGIORINO svolge la sua interrogazione, facendo notare come in casi simili non basti reprimere, ma occorra indagare quali siano le cause di questi disordini. Vorrebbe che si facesse una imparziale inchiesta per conoscere esattamente lo stato delle relazioni tra proprietari e contadini.

MICELI, ministro di agricoltura e commercio, ricorda quante inchieste siano state fatte su questo argomento. Ma il Governo prende in considerazione la proposta dell'onorevole Ferraris, e farà le opportune indagini, e si affretterà a farne conoscere i risultati.

GIAMPIETRO, per fatto personale, spiega quale sia stato il significato delle parole da lui pronunziate nel suo discorso di oggi.

La seduta termina alle 7.

Prendono parte alla votazione:

Alimena — Amadei — Amato Pojero — Armirotti.

Baglioni — Balestra — Basetti — Berio — Bertollo — Bianchi — Bobbio — Bonacci — Bonaiuto — Bonasi — Bonghi — Borgatta — Borromeo — Boselli — Branca — Briganti-Bellini — Brin — Brunicardi — Bufardeci.

Cadolini — Caetani — Cafiero — Cagnola — Calciati — Caldesi — Cambray Digny — Campi — Cappelli — Carcano — Carmine — Casati — Cavalletto — Cavalli — Cefaly — Chiala — Chiaradia — Chimirri — Chinaglia — Cocco Ortu — Cocozza — Colaianni — Colombo — Comin — Compans — Coppino — Corvetto — Costa Andrea — Costantini — Crispi — Cucchi Francesco — Cuccia.

Damiani — De Bernardis — De Blasio Luigi — De Dominicis — Del Balzo — De Lieto — Della Valle — Delvecchio — Demaria — De Renzis Francesco — De Riseis — De Seta — Di Blasio Scipione — Di San Donato — Di San Giuseppe — Di Sant'Onofrio.

Elia — Ellena — Ercole.

Fabrizj — Faina — Farina Nicola — Fazio — Ferrari Luigi — Ferraris Maggiorino — Ferri — Fili-Astolfone — Florenzano — Fortis — Fortunato — Franceschini.

Gagliardi — Galli — Gallo — Gamba — Gandolfi — Garavetti — Garelli — Genala — Geymet — Giampietro — Giolitti — Giordano Apostoli — Giovanelli — Giudici Giuseppe — Grassi-Pasini — Grimaldi.

Indelicato — Indelli — Inviti.

Lacava — Lanzara — La Porta — Lazzarini — Lazzaro — Levi — Lorenzini — Lovito — Lucca — Lucchini Giovanni — Luchini Odoardo — Lunghini — Luporini — Luzi — Luzzatti.

Maffi — Maldini — Marchiori — Mariotti Filippo — Mariotti Ruggero — Marselli — Martini Ferdinando — Martini Giov. Battista — Marzin — Mazza — Mazziotti — Mazzoleni — Mei — Melodia — Menotti — Merzario — Meyer — Miceli — Modestino — Mordini — Morelli — Morra — Mussi.

Narducci — Nicoletti — Nocito.

Oliverio.

Pais Serra — Palberti — Pandolfi — Pantano — Papa — Parona — Passerini — Pelloux — Penserini — Perroni-Paladini — Piandiani — Pierotti — Pignatelli — Plebano — Pompilj — Pozzolini — Pugliese Giannone.

Randaccio — Reale — Ricci Vincenzo — Ricotti — Rizzo — Romanin-Jacur — Ruspoli.

Sacchi — Sagarriga — Salandra — Saporito — Sardi — Sciacca Della Scala — Seismit Doda — Serra Vittorio — Siacci — Silvestri — Simeoni — Solimbergo — Sonnino — Sprovieri.

Tajani — Taverna — Tegas — Teti — Tomassi — Tommasi-Crudeli — Tondi — Torraca — Trompeo — Turbiglio — Turi.

Vacchelli — Valle — Vollaro.

Zainy — Zeppa — Zanardelli — Zucconi.

Sono in congedo:

Adamoli — Agliardi — Alario — Andolfato — Angeloni — Antoci — Anzani — Araldi — Auriti.

Balsamo — Barracco — Bastogi — Benedini — Bonfadini — Borrelli — Bucceri-Lanza — Buonomo.

Canzi — Carnazza-Amari — Castoldi — Clementi — Coffari — Compagna — Costa Alessandro — Curati.

D'Adda — Della Rocca — De Renzi — De Simone — Di Collobiano — Di Groppello — Di Marzo — Di Rudinì.

Fabbricotti — Fabris — Figlia — Filopanti — Florena — Flaùti — Francica — Franzi — Franzosini — Frola.

Galimberti — Gallotti — Gangitano — Gentili — Gerardi — Ginori Giovannini — Gorio — Grassi Paolo.

Imperatrice.

Lugli.

Magnati — Mascilli — Massabò.

Nanni — Nasi — Nicolosi — Novelli.

Orsini Baroni.

Palitti — Parona — Pascolato — Pasquali — Patamia — Pavoncelli — Pavoni — Peirano — Pellegri — Pellegrino — Pelosini — Petriccione — Picardi — Plastino — Polvere — Pullè.

Quartieri — Quattrocchi.

Racchia — Raggio — Ricci Agostino — Rizzardi — Rocco — Romano — Rosano — Rubichi.

Sacconi — Scarselli — Senise — Sigismondi — Suardo.

Tenani — Toaldi — Tortarolo — Toscanelli — Toscano.

Ungaro.

Vayra — Velini — Villa.

Zuccaro.

È in missione:

Morana.

Sono ammalati:

Cairoli — Carboni — Coccapieller.

De Mari — Di Broglio — Di San Giuliano.

Ferracciù — Fornaciari.

Maurogònato — Mocenni — Mesca.

Spaventa.

Vigna.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

WIESBADEN, 14. — Il principe ereditario di Grecia è arrivato stamane e fu ricevuto alla stazione dall'Imperatrice Federico con le sue tre figlie.

LONDRA, 14. — Il *Times* ha da Budapest: « Si prevede che, nelle Delegazioni, il conte Kalnoky sarà interpellato sulla questione se il Gabinetto viennese creda che gli Stati balcanici facciano soltanto un uso legittimo della loro indipendenza nel tentare di mettersi sotto la protezione di una potenza la cui politica è manifestamente ostile agli interessi dell'Austria-Ungheria ».

PARIGI, 14. — Il Governo studia il progetto di una tombola di quindici milioni di franchi il cui prodotto sarebbe destinato a far venire a Parigi gli istitutori operai od agricoltori delle campagne per visitare l'esposizione.

I lotti sarebbero presi fra gli oggetti che figurano all'esposizione.

LONDRA, 15. — E' assolutamente falsa la voce della morte della regina Vittoria, corsa oggi alla Borsa di Parigi.

Listino Ufficiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 15 maggio 1889.

VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	GODIMENTO	VALORE nominale	VALORE versato	PREZZI IN CONTANTI	Corso Med.	PREZZI NOMINALI
RENDITA 5 0/0 prima grida	1. gennaio 1889	—	—	»	»	»
RENDITA 5 0/0 seconda grida	—	—	—	98 30	93 30	»
Detta 3 0/0 prima grida	1. aprile 1889	—	—	»	»	»
Detta 3 0/0 seconda grida	»	—	—	»	»	64 20
Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64	»	—	—	»	»	98 »
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	»	—	—	»	»	96 »
Prestito Romano Blount 5 0/0	»	—	—	»	»	93 90
Detto Rothschild	1. decembre 1888	—	—	»	»	99 50
Obbligazioni municipali e Credito fondiario.						
Obbligazioni Municipio di Roma 5 0/0	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette 4 0/0 prima emissione	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette 4 0/0 seconda emissione	»	500	500	»	»	470 »
Dette 4 0/0 quinta emissione	»	500	500	»	»	»
Obbligazioni Credito Fondiario Banco Santo Spirito	»	500	500	»	»	461
Dette Credito Fondiario Banca Nazionale 4 0/0	»	500	500	»	»	480 »
Dette Credito Fondiario Banca Nazionale 4 1/2 0/0	»	500	500	»	»	503
Dette Credito Fondiario Banco di Sicilia	»	500	500	»	»	»
Dette Credito Fondiario Banco di Napoli	»	500	500	»	»	»
Azioni Strade Ferrate.						
Azioni Ferrovie Meridionali	1. gennaio 1889	500	500	»	»	780 »
Dette Ferrovie Mediterranee stampigliate	»	500	500	»	»	620 »
Dette Ferrovie Mediterranee certif. provv.	»	500	150	»	»	590 »
Dette Ferrovie Sarde (Preferenza)	»	500	250	»	»	»
Dette Ferrovie Palermo, Marsala, Trapani 1ª e 2ª Emiss	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Ferrovie della Sicilia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Azioni Banche e Società diverse.						
Azioni Banca Nazionale	1. gennaio 1888	1000	750	»	»	2060 »
Dette Banca Romana	1. gennaio 1889	1000	1000	»	»	1132 »
Dette Banca Generale	»	500	250	»	»	619
Dette Banca di Roma	»	500	250	»	»	750 »
Dette Banca Tiberina	»	200	200	»	»	380 »
Dette Banca Industriale e Commerciale	1. gennaio 1888	500	500	»	»	475 »
Dette Banca detta (Certificati provvisori)	10 aprile 1888	500	250	»	»	475 »
Dette Banca Provinciale	1. gennaio 1889	250	250	»	»	260 »
Dette Società di Credito Mobiliare Italiano	»	500	400	»	»	726 »
Dette Società di Credito Meridionale	1. gennaio 1888	500	500	»	»	480 »
Dette Società Romana per l'Illuminazione a Gas Stam.	»	500	500	»	»	1235
Dette Società detta (Certificati provvisori) Em. 1888	»	500	250	»	»	1100 »
Dette Società Acqua Marcia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	1605 [1]
Dette Società Italiana per condotte d'acqua	»	500	350	»	»	311 »
Dette Società Immobiliare	»	500	500	»	»	»
Dette Società dei Molini e Magazzini Generali	»	250	250	»	»	260 »
Dette Società Telefoni ed Applicazioni Elettriche	»	100	100	»	»	»
Dette Società Generale per l'Illuminazione	»	100	100	»	»	75 [2]
Dette Società per l'Illuminazione (Certificati provvisori)	»	100	10	»	»	»
Dette Società Anonima Tramway Omnibus	»	250	250	»	»	255
Dette Società Fondiaria Italiana	»	150	150	»	»	180 »
Dette Società delle Miniere e Fondite di Antimonio	1. aprile 1889	250	250	»	»	»
Dette Società dei Materiali Laterizi	»	250	250	»	»	»
Dette Società Navigazione Generale Italiana	1. gennaio 1889	500	500	»	»	450 »
Dette Società Metallurgica Italiana	»	500	500	»	»	460 »
Azioni Società di assicurazioni.						
Azioni Fondiarie Incendi	1. gennaio 1889	100	100	»	»	100 »
Dette Fondiarie Vita	»	250	125	»	»	260 »
Obbligazioni diverse.						
Obbligazioni Ferroviarie 3 0/0, Emissione 1887 e 1888	1. gennaio 1889	500	500	»	»	300 »
Dette Ferroviarie Tunisi Goletta 4 0/0 (oro)	»	1000	1000	»	»	»
Dette Società Immobiliare	1. aprile 1889	500	500	»	»	490
Dette Società Immobiliare 4 0/0	»	250	250	»	»	218
Dette Società Acqua Marcia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Strade Ferrate Meridionali	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Ferrovie Pontebba Alta-Italia	1. gennaio 1889	500	500	»	»	»
Dette Società Ferrovie Sarde nuova Emissione 3 0/0	1. aprile 1889	500	500	»	»	»
Dette Soc. Ferrovie Palermo-Marsala-Trapani I. S. (oro)	»	300	300	»	»	»
Dette Id. Id. Id. II.	1. gennaio 1889	300	300	»	»	»
Dette Società Ferrovie Second. della Sardegna	»	500	500	»	»	»
Buoni Meridionali 5 0/0	»	500	500	»	»	»
Titoli a quotazione speciale.						
Rendita Austriaca 4 0/0 (oro)	»			»	»	»
Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana	1. aprile 1889	25	25	»	»	»

Sconto	CAMBI		Prezzi medi	Prezzi fatti	Prezzi nominali
3	Francia	90 g.	»	»	99 47 1/2
	Parigi	Chèques	»	»	100 27 1/2
2 1/2	Londra	90 g.	»	»	25 13
		Chèques	»	»	»
	Vienna, Trieste	90 g.	»	»	»
	Germania	90 g.	»	»	»
		Chèques	»	»	»

Risposta dei premi . . . . . } 28 maggio
Prezzi di Compensazione . . . }
Compensazione . . . . 29 »
Liquidazione . . . . 31 »

Sconto di Banca 5 0/0. Interessi sulle Anticipazioni.

Il Sindaco: MARIO BONELLI.

Prezzi in liquidazione:

Ren. Italiana 5 0/0 1. grida 93 47 1/2, fine corr.

Az. Soc. Immobiliare 729 50, fine corr.

[1] Ex saldo divid. L. 56 70. — [2] Ex divid. L. 5.

TUMINO RAFFAELE, Gerente — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale.*